



La Commission des Femmes
Conseil national de la Résistance iranienne



wncri.org/fr



@CNRIfemmes



@CNRIfemmes

DÉCEMBRE 2025



BILAN ANNUEL : LA
RÉSISTANCE DES FEMMES
IRANIENNES FACE À LA
DICTATURE RELIGIEUSE

12

Bilan annuel : la résistance des femmes iraniennes face à la dictature religieuse

En 2025, les femmes iraniennes ont été confrontées à une aggravation des défis et à des injustices toujours plus profondes. Pourtant, elles n'ont jamais renoncé à leur lutte contre la dictature religieuse au pouvoir. Une fois encore, elles ont tenu bon et porté haut l'étendard de la résistance.

Le dernier numéro de l'année 2025 de la publication mensuelle de la Commission des Femmes du CNRI est consacré à l'examen des évolutions les plus marquantes de l'année, en mettant l'accent sur la résistance des femmes et des prisonniers politiques condamnés à mort à travers l'Iran, malgré une pression économique écrasante, une pauvreté généralisée et des discriminations structurelles profondément enracinées.



Janvier 2025 : intensification des manifestations nationales, les femmes en première ligne

L'année 2025 a débuté par une [intensification spectaculaire de manifestations](#) quasi quotidiennes à travers l'Iran, avec les femmes jouant un rôle central. De Téhéran à Sanandadj et Ilam, des femmes de tous âges et de tous milieux sociaux sont descendues dans la rue pour réclamer la justice sociale, de meilleures conditions de vie et la fin des discriminations. Leur présence massive dans de nombreuses provinces témoignait de la colère croissante de la population face aux politiques du régime iranien.

Les enseignantes, infirmières, retraitées et étudiantes universitaires figuraient parmi les plus visibles. Les manifestations des enseignants retraités se sont transformées en un mouvement cohérent et durable, se poursuivant presque chaque semaine à Téhéran et dans plusieurs grandes villes. Ces rassemblements ont été réprimés par les forces de sécurité, notamment par l'utilisation de gaz poivré le 20 janvier 2025. Malgré la répression, les femmes sont restées en permanence en première ligne, scandant :

« Nos droits ne s'obtiennent que dans la rue. »



Février 2025 : résistance des prisonnières politiques et des familles de condamnés à mort

Un groupe de prisonnières politiques détenues dans le quartier des femmes de la prison d'Evin s'est vu refuser le droit de visite après avoir [organisé un sit-in](#) et scandé des slogans hostiles au régime pour protester contre le transfert de deux prisonniers politiques condamnés à mort, Behrouz Ehsani et Mehdi Hassani. Le directeur de la prison d'Evin a officiellement notifié la mesure disciplinaire, qui est restée en vigueur pendant trois semaines.

Parallèlement, les familles de prisonniers politiques condamnés à mort ont organisé des rassemblements de protestation devant la prison d'Evin pour la [deuxième semaine consécutive](#). En scandant des slogans tels que « Non aux exécutions » et « Abolition de la peine de mort », elles ont exprimé leur opposition à la mise en œuvre des sentences capitales.

2

Mars 2025 : aggravation de la crise économique et inflation écrasante sur la vie des femmes

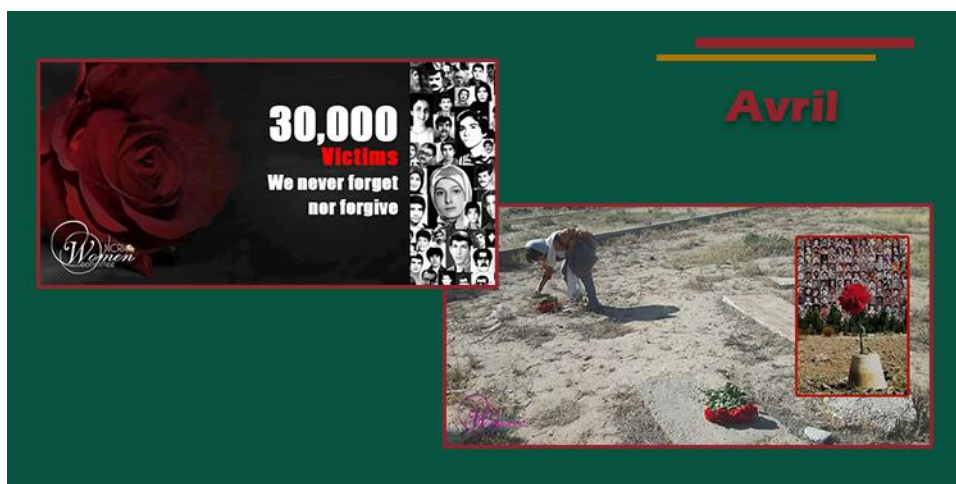
L'économie iranienne est confrontée depuis plusieurs années à une inflation sévère. En mars, à l'approche du Nouvel An persan, Nowrouz, l'inflation galopante a rendu presque impossible pour de nombreuses familles l'accès aux besoins essentiels tels que l'alimentation, les vêtements, le logement, l'éducation et les soins de santé.

Les femmes, en particulier les cheffes de famille et celles chargées de la gestion des dépenses du foyer, ont supporté le poids le plus lourd. Selon les médias officiels, la flambée des prix et l'inflation de fin d'année ont exercé la pression la plus forte sur les familles à faibles revenus et de la classe moyenne (Rokna, 11 mars 2025).

La corruption et la mauvaise gestion des ressources nationales ont alimenté l'augmentation de la masse monétaire et l'inflation. Alors que les richesses du pays sont pillées, le gouvernement recourt à l'impression de monnaie pour combler les déficits budgétaires, ce qui fait encore grimper les prix. Les femmes, souvent employées dans des emplois à faible revenu ou dans l'auto-emploi informel, comme la vente ambulante, ont été touchées de manière disproportionnée par ce cercle vicieux.

Mohammad Bahrinian, chercheur affilié au gouvernement, a indiqué que 42,5 % de l'emploi en Iran relève de l'auto-emploi, de nombreuses femmes survivant avec des revenus dérisoires érodés quotidiennement par l'inflation (Khabar Online, 19 mars 2025).





Avril 2025 : hausse des exécutions de femmes et nouvelles révélations sur le massacre de 1988

En avril, le régime clérical a établi un [nouveau record en matière d'exécutions](#) de femmes. Au moins cinq femmes ont été exécutées à Ispahan, Qazvin et Machhad au cours du mois.

Le mois d'avril a également été marqué par de nouvelles révélations choquantes émanant de l'intérieur même du régime. La BBC a diffusé un enregistrement audio récemment mis au jour, révélant de nouveaux détails sur le massacre des prisonniers politiques de 1988. Dans cet enregistrement, Hossein Ali Montazeri, alors successeur désigné de Khomeiny, condamne explicitement l'exécution massive de femmes membres de l'Organisation des Moudjahidine du peuple d'Iran (OMPI/MEK) durant l'été 1988.

La bande sonore documente la réunion de Montazeri avec les membres de la soi-disant « commission de la mort » à la prison d'Evin et met en lumière des crimes dont les principales victimes étaient de jeunes femmes exécutées uniquement pour leurs convictions politiques.

Montazeri évoque en particulier l'exécution d'environ 300 femmes membres de l'OMPI, dont deux ressortissantes françaises, dont la valeur diplomatique potentielle a été délibérément ignorée.

Il relate également le cas d'une jeune sympathisante de l'OMPI condamnée à mort pour la seule raison qu'elle exprimait des opinions dissidentes. Montazeri conteste la légitimité religieuse de l'exécution de femmes, s'appuyant sur la jurisprudence chiite pour affirmer que de telles exécutions sont injustifiables, même au regard du droit islamique. Il souligne que nombre de ces femmes avaient été emprisonnées uniquement pour avoir lu ou distribué des tracts.

Mai 2025 : privation de soins médicaux infligée aux prisonnières politiques

Faire taire la dissidence sous le régime du Velayat-e Faqih ne relève pas d'un simple choix politique, mais constitue un mécanisme institutionnalisé de maintien du pouvoir. Les arrestations, la torture et les longues peines de prison infligées aux défenseurs des droits humains ne représentent qu'une partie de l'appareil répressif. L'un des instruments les plus brutaux de cette politique est la [privation systématique de soins médicaux](#) infligée aux prisonniers politiques, plaçant notamment les femmes sur la voie d'une mort lente.

Parmi les prisonnières politiques dont la voix demeure intacte malgré des maladies graves figurent notamment :

Maryam Akbari Monfared, 50 ans, emprisonnée depuis 15 ans, actuellement détenue à la prison de Qarchak



Marzieh Farsi, 60 ans, atteinte d'un cancer, détenue à la prison d'Evin

Zeynab Jalalian, 44 ans, condamnée à la réclusion à perpétuité, exilée à la prison de Yazd

Hoda Mehranfar, 38 ans, détenue à la prison d'Adelabad à Shiraz

Arghavan Fallahi, 25 ans, originaire de Parand, détenue malgré une maladie chronique

Ces cas ne représentent qu'une infime partie de la situation critique des prisonnières politiques en Iran et illustrent la violation systématique et persistante de leurs droits fondamentaux.

Juin 2025 : violence institutionnalisée contre les femmes et échec législatif depuis 14 ans

En juin, il a été annoncé que le projet de loi, longtemps différé, visant à prévenir la violence contre les femmes n'avait toujours pas été adopté après 14 années. La vice-présidente du régime chargée des affaires féminines et familiales a également révélé que les statistiques officielles sur la violence à l'encontre des femmes restaient classifiées.

Zahra Behrouz-Azar a déclaré :

« Nous sommes toujours dans une situation où le taux de violence et de violences conjugales contre les femmes est 30 fois plus élevé que contre les hommes. Malheureusement, ces données restent classifiées. Lorsque nous soulevons le projet de loi sur la violence contre les femmes au Parlement, on nous répond : "Où est la violence ? La violence contre les femmes existe-t-elle seulement ? Et si elle existe, elle est égale." »

Elle a ajouté que les [crimes dits d'honneur](#) et les [violences domestiques](#) ne se limitaient ni aux régions marginalisées ni à des groupes ethniques spécifiques, mais qu'ils étaient également répandus dans des milieux urbains, modernes et instruits (ISNA, 7 juin 2025).

4

Juillet 2025 : répression organisée des prisonnières politiques et poursuite de leur résistance

La pression psychologique, la privation de soins médicaux, la torture blanche et des conditions de détention inhumaines sont demeurées des éléments centraux de la stratégie du régime [visant à écraser la résistance et à éliminer physiquement les opposants](#), une politique ouvertement soutenue par les médias contrôlés par l'État.

Les prisonnières politiques, en particulier dans les prisons de Qarchak, Evin et Fardis (Karaj), ont enduré des conditions déplorables : quartiers insalubres, restrictions sévères des contacts familiaux, refus de médicaments et de soins médicaux, ainsi qu'une pression physique et psychologique constante. La détérioration de leur état de santé constitue une forme de torture lente et une violation grave des normes internationales relatives aux droits humains.

Le 4 juillet 2025, des rapporteurs spéciaux des Nations unies ont publié une déclaration exprimant leur vive inquiétude face aux conditions « critiques et inhumaines » des prisonniers transférés de la prison d'Evin vers celles de Qarchak et du Grand Téhéran.

La répression s'est également étendue aux familles des prisonniers. Des informations en provenance de la prison du Grand Téhéran (Fachafouyeh) indiquent que des proches féminines, mères, épouses, sœurs et filles adolescentes, ont été soumises à des fouilles corporelles abusives, dégradantes et illégales avant les visites, dans le but manifeste de les intimider et de les humilier.





Août 2025 : double répression contre les prisonniers et leurs familles

En août, le régime a intensifié la [répression contre les prisonniers politiques](#), en particulier les partisans de l'OMPI, ainsi que contre leurs familles. Les prisons de Qarchak, du Grand Téhéran, d'Evin et de Ghezel Hessar ont connu une aggravation de la torture blanche et de sévères privations juridiques et médicales.

Les familles ont également été ciblées par des arrestations et des intimidations. Des dizaines de personnes ont été arrêtées sous prétexte de protestations contre les coupures d'eau et d'électricité.

5

Au cours de cette période, huit femmes prisonnières ont été exécutées, portant à 32 le nombre total de femmes exécutées en Iran en 2025 à la fin du mois d'août.

Arrestations massives d'anciennes prisonnières politiques et pressions sur leurs familles

Fatemeh Ziaei Azad, 68 ans, a été de nouveau arrêtée. Le ciblage de Leila Saremi et de son fils Farzad Moazami, ainsi que les tentatives d'arrestation de sa fille Rozita, illustrent la pression systématique exercée par le régime sur les familles des prisonniers. Les familles des membres emprisonnés de l'OMPI, Massoud Jamei et Shahrokh Daneshvarkar, ont également été soumises à de graves intimidations et à une angoisse permanente.

Prison de Qarchak : des conditions inhumaines mettant en danger la vie des prisonnières

Les conditions de détention à la prison de Qarchak mettaient directement en danger la vie des détenues. Des coupures d'électricité prolongées, pouvant durer jusqu'à cinq heures, l'absence de systèmes de refroidissement adéquats et d'eau potable salubre, une ventilation insuffisante, de graves déficiences sanitaires ainsi que la prolifération d'insectes et de rats ont créé un environnement extrêmement dangereux. De nombreuses femmes souffrant de maladies chroniques, d'un âge avancé ou d'une grande faiblesse physique se sont vu refuser l'accès aux soins médicaux.

[Massoumeh Asgari](#) et [Massoumeh Nassaji](#) ont été placées à l'isolement pour avoir protesté contre ces conditions inhumaines. Arghavan Fallahi, après une longue période d'incertitude et de torture, a été transférée à la prison de Qarchak. Maryam Akbari Monfared et Elaheh Fouladi y ont également été détenues dans des conditions extrêmement dures et privées des soins médicaux nécessaires.

Prison de Dowlatabad (Ispahan) : graves menaces contre les prisonnières politiques

À la [prison de Dowlatabad](#), à Ispahan, les prisonnières politiques ont été détenues aux côtés de détenues condamnées pour des crimes violents graves. Les autorités ont délibérément exposé les prisonnières politiques à des pressions et provocations de la part de détenues de droit commun, créant une menace sérieuse pour leur sécurité physique et leur équilibre

psychologique. Les conditions de vie de base et les installations sanitaires de la prison étaient gravement insuffisantes et fondamentalement inhumaines.



Septembre 2025 : répression record contre les femmes

En septembre, la répression visant les femmes a atteint des niveaux sans précédent. La prison de Qarchak est devenue un symbole de la torture blanche systématique et un véritable lieu de mise à mort des prisonnières.

6

En seulement dix jours, entre le 16 et le 25 septembre, [au moins trois femmes](#), Somayeh Rashidi, Jamileh Azizi et Soudabeh Asadi ; ont perdu la vie en raison de la privation de soins médicaux et de conditions de détention inhumaines.

Maryam Shahraki est décédée le 12 septembre à la prison de Fardis (Karaj) après s'être vu refuser des soins médicaux urgents.

Des dizaines de prisonnières âgées ou gravement malades, dont Shiva Esmaili, Fatemeh Ziaei, Marzieh Farsi, Parvin Mirassan et Zahra Safaei, ont été systématiquement privées d'accès à des soins médicaux spécialisés.

Ces décès et ces conditions mettant la vie en danger constituent des cas manifestes de torture lente et de violations flagrantes des normes internationales relatives aux droits humains.

Octobre 2025 : condamnation à mort d'une prisonnière politique

Le 25 octobre (3 Aban), Zahra Shahbaz Tabari, prisonnière politique âgée de 67 ans, a été [condamnée à mort](#) par la première chambre du tribunal révolutionnaire de Rasht. L'accusation retenue contre elle était le « soutien à l'Organisation des Moudjahidine du peuple d'Iran (OMPI/MEK) ».

Son procès n'a duré que moins de dix minutes. L'avocat commis d'office n'a présenté aucune défense substantielle. Les prétendues preuves se limitaient à un morceau de tissu portant le slogan « Femme, Résistance, Liberté » et à un « message audio non publié », que sa famille a catégoriquement rejeté comme étant dénué de fondement.



Résistance aux exécutions et protestations contre la mort de prisonniers

Entre le 13 et le 19 octobre, environ 1 500 prisonniers condamnés à mort du quartier 2 de la prison de Ghezel Hessar (Karaj) ont entamé une grève de la faim sans précédent pour protester contre la forte augmentation des exécutions. Il s'agit de la plus grande grève de la faim collective de l'histoire des prisons sous le régime clérical.

[Les familles des prisonniers](#) ont organisé des manifestations répétées devant la prison de Ghezel Hessar et devant le Parlement à Téhéran, exprimant publiquement leur soutien à leurs proches.

7

Auparavant, les 29 et 30 septembre, des prisonnières politiques avaient lancé une grève de la faim pour protester contre la mort de leur codétenue Somayeh Rashidi, décédée à la suite de la privation de soins médicaux.

Transfert brutal de prisonnières politiques à la prison d'Evin

Aux premières heures du jeudi 9 octobre 2025, plus de 60 prisonnières politiques, ainsi que quatre femmes détenues pour des infractions financières, ont été [transférées sous haute sécurité](#) vers le quartier 6 de la prison d'Evin. Le transfert s'est déroulé sous de multiples contrôles intrusifs et avec un long convoi de véhicules de sécurité.

Avec l'arrivée du froid automnal, les détenues ont été privées de lits, de couvertures et de moyens de chauffage. Beaucoup ont été contraintes de dormir à même le sol en béton. L'éclairage était insuffisant, l'accès à l'eau chaude extrêmement limité, et les familles se sont vu interdire les visites ainsi que la remise de vêtements chauds. Les appels téléphoniques des prisonnières ont été réduits à quelques minutes par semaine.

Ce transfert ne concernait que les femmes transférées à Qarchak après l'attaque de juillet contre la prison d'Evin. D'autres prisonnières politiques, dont Maryam Akbari Monfared, sont restées détenues à la prison de Qarchak dans des conditions inhumaines.

Novembre 2025 : féminicides en toute impunité

Selon la Commission des Femmes du Conseil national de la Résistance iranienne (CNRI), du début de l'année 2025 à la fin du mois de novembre, [au moins 176 femmes ont été tuées](#) par des hommes de leur famille. À la fin du mois de décembre, ce chiffre atteignait 192.

Il s'agit d'une augmentation nette par rapport aux 160 féminicides recensés en 2024 et aux 105 enregistrés en 2023.

Un [rapport](#) de la Mission internationale indépendante d'établissement des faits des Nations unies sur l'Iran, publié le 30 octobre 2025, a mis en évidence l'existence d'une « impunité



systémique » pour les auteurs de violences contre les femmes. Il conclut que le cadre juridique du régime du Velayat-e Faqih protège de facto les meurtriers contre les poursuites et les sanctions.

La majorité de ces meurtres ont eu lieu dans le contexte de mariages forcés, de mariages d'enfants, de violences domestiques ou de la résistance des femmes aux lois discriminatoires.

Le Code civil du régime clérical, notamment les articles 1105, 1108 et 1114, place juridiquement les femmes sous la tutelle des hommes, restreignant leur liberté de circulation, leur autonomie et leur indépendance financière.

Les femmes victimes de violences sont souvent contraintes par la loi de retourner auprès de leurs agresseurs. Par ses lois, ses médias et son appareil judiciaire, le régime reproduit et légitime systématiquement la violence.

Une justice inversée prévaut : les femmes encourent de lourdes peines de prison pour avoir protesté ou pour avoir « retiré leur voile », tandis que les meurtriers bénéficient souvent de peines de quelques années seulement, voire rachètent leur liberté. Les pères, en tant que « tuteurs », sont généralement exemptés de toute sanction.

Parmi les cas emblématiques figurent les assassins de [Romina Ashrafi](#) et [Mona Heydari](#), condamnés à des peines de deux à huit ans de prison, alors que des femmes protestant contre le hijab obligatoire risquent jusqu'à dix ans d'emprisonnement.

Décembre 2025 : 100 semaines de la campagne « Non aux exécutions »

À la fin du mois de décembre 2025, plus de 2 200 prisonniers avaient été exécutés en Iran, dont 19 prisonniers politiques et 13 exécutions publiques. Plus de 1 000 exécutions ont eu lieu en seulement trois mois : octobre, novembre et décembre.

Les exécutions de femmes, l'une des formes les plus extrêmes de violence d'État organisée, ont connu une hausse dramatique. Au moins 64 femmes ont été exécutées en 2025, soit une augmentation de 88 % par rapport à l'année précédente. Entre le 30 juillet et le 30 décembre, 40 femmes ont été pendues.

La campagne nationale « Les mardis contre les exécutions » est entrée dans sa [100^e semaine consécutive](#) à la fin du mois de décembre, devenant l'un des mouvements de protestation les plus durables et les plus étendus contre la peine de mort en Iran. Les grèves de la faim des prisonniers se sont poursuivies dans 55 prisons, et le quartier des femmes de la prison de Yazd a officiellement rejoint la campagne.

Les familles de prisonniers politiques condamnés à mort ont joué un rôle central. Par leur présence publique hebdomadaire, brandissant les photos de leurs proches et relatant les récits de la répression, elles sont devenues un moteur essentiel de la continuité et de l'élargissement de la campagne.

Nouvelle détérioration des conditions de détention des prisonnières à Evin

En décembre, des prisonnières politiques de la prison d'Evin ont été transférées dans un espace [souterrain](#) humide situé à 40 marches sous le niveau du sol, dans des conditions bien pires que celles qu'elles avaient subies auparavant à la prison de Qarchak.

Les détenues ont signalé que les couloirs et les cellules étaient fortement contaminés. Un grand nombre de rats et d'insectes infestait le quartier, la population de rats atteignant, selon les rapports, près de 100 individus. Les risques de propagation de maladies infectieuses et de blessures graves ont fortement augmenté.

Alerte internationale concernant la condamnation à mort de Zahra Shahbaz Tabari

Huit rapporteurs spéciaux des Nations unies ont adressé un [appel urgent](#) au régime, exigeant l'arrêt immédiat de l'exécution de Zahra Shahbaz Tabari, prisonnière politique de 67 ans détenue à la prison de Lakan, à Rasht.

Parallèlement, plus de [400 femmes de premier plan à travers le monde](#), parmi lesquelles des lauréates du prix Nobel, d'anciennes présidentes et cheffes de gouvernement, des parlementaires, des rapporteurs spéciaux de l'ONU, des journalistes de renom, des athlètes de haut niveau et d'éminentes défenseuses des droits humains, ont soutenu [une déclaration publique urgente appelant](#) à la libération immédiate d'une défenseure des droits des femmes menacée d'exécution en Iran.

Zahra Tabari, ingénieure iranienne de 67 ans et mère de famille, fait [face à une exécution imminente](#) pour avoir simplement brandi une banderole portant le slogan « Femme, Résistance, Liberté ».

9



Les voix des femmes au stade de Tabriz : un message politique clair

Le 18 décembre 2025, lors d'un match de football à Tabriz, la présence et les voix de jeunes femmes azéries ont transformé le stade en une scène puissante de protestation politique et sociale. Elles ont scandé :

« [L'Azerbaïdjan a de l'honneur ; Pahlavi n'a pas d'honneur.](#) »

L'action courageuse de ces jeunes femmes au stade de Sahand a une nouvelle fois démontré que les femmes se trouvent à l'avant-garde de la transformation sociale et politique de l'Iran. Elles ne sont pas seulement des victimes de la répression, mais des actrices conscientes du changement.

En investissant des espaces qui leur étaient longtemps interdits et en les transformant en tribunes de protestation, elles ont brisé les frontières imposées.

Le message était sans équivoque : il n'y a pas de retour en arrière. La société iranienne, en particulier les femmes et la jeunesse, a choisi sa voie. Un avenir où ni le régime clérical ni la reproduction d'une dictature monarchique n'ont leur place. Un avenir fondé sur la liberté, l'égalité et la démocratie, déjà porté par les voix des filles d'aujourd'hui.